

Burundi : Les FPB créées pour "mettre fin à la confusion" à la tête des FOREBU

Jeune Afrique, 30 août 2017 Les rebelles burundais du Forebu changent de nom et nomment leur tête un ancien haut gradé. La rébellion des Forces populaires du Burundi (Forebu) a annoncé lundi qu'elle changeait de nom et qu'elle serait désormais dirigée par un ancien officier supérieur de l'armée burundaise. Le général-major Jean Ntiranyibagira est le nouveau leader des désormais Forces populaires du Burundi (FPB), dont l'objectif n'a pas changé depuis sa création en 2015 : chasser par les armes le président Pierre Nkurunziza du pouvoir.

Essentiellement composé de soldats et de policiers qui ont déserté les corps de défense du Burundi depuis le début en avril 2015 de la crise politique burundaise, le groupe rebelle Forebu qui compte entre 300 et 500 combattants basés au Sud-Kivu, dans l'est de la RDC, selon les experts indépendants de l'ONU, s'appelle désormais les Forces populaires du Burundi (FPB). « Dans le souci d'améliorer l'organisation de la résistance et tenant compte des diverses difficultés rencontrées depuis sa création, nous décidons de changer le nom et de réorganiser le leadership du mouvement », a déclaré son nouveau leader, le général-major Jean Ntiranyibagira, dans un enregistrement audio rendu public lundi. Cette décision a été prise pour « mettre fin à la confusion » qui régnait à la tête du groupe rebelle, ajoute Ntiranyibagira, dont le colonel Édouard Nshimirimana, qui avait annoncé la création des Forebu le 23 décembre 2015, sera l'adjoint. De son côté, le colonel Adolphe Manirakiza, nouvellement nommé porte-parole du mouvement après avoir occupé la même fonction au sein de l'armée burundaise, précise à Jeune Afrique : « Au moins trois personnes se disputaient le leadership du mouvement. Certains se déclamaient du colonel Édouard Nshimirimana, d'autres de Hussein Radjabu, d'autres encore du général-major Niyombare Godefroid. C'est ainsi que ceux qui étaient autour de Nshimirimana et ceux qui ont contesté le leadership de Niyombare se sont mis ensemble et ils sont majoritaires, pour former le nouveau mouvement des FPB ». Également de 48 ans, le général-major Jean Ntiranyibagira est un ancien commandant militaire du Cnnd-FDD, l'ancienne principale rébellion hutue durant la guerre civile, aujourd'hui au pouvoir. Il a intégré la Force de défense nationale du Burundi, actuelle armée régulière, en 2004 après les accords de cessez le feu entre le gouvernement et les groupes armés. « Le plus gradé du groupe » « C'est lui qui a été choisi car il est le plus expérimenté. Comme la base de ce mouvement est constituée par d'anciens membres des corps de défense et de sécurité, c'était logique qu'il soit propulsé à la tête du mouvement », confie à Jeune Afrique le colonel Adolphe Manirakiza, le plus expérimenté le plus gradé, il a la volonté, la détermination et les compétences nécessaires pour conduire les hommes au combat afin de libérer le pays », ajoute-t-il. L'ancien chef d'état-major logistique de l'armée, de 2006 à 2013, a exercé d'autres fonctions. Il a notamment été en 2005 commandant de la 4e Région militaire (nord du Burundi). Il a aussi été pendant une année directeur général des ressources humaines au ministère de la Défense nationale et des Anciens combattants avant d'aller en 2013 occuper un poste de fonctionnaire international à l'Union africaine. « Il a exercé ses fonctions en mars 2015 pour consacrer son temps et son énergie à organiser une lutte visant la libération du pays de la dictature sanguinaire du pouvoir de Nkurunziza et sa clique », martèle le colonel Manirakiza. Des actions armées ont-elles eu lieu au Burundi ? Selon le porte-parole du groupe rebelle, le temps des paroles est terminé. « Les Burundais n'ont plus besoin des déclarations des différents mouvements qui manifestent seulement l'intention de combattre le pouvoir de Bujumbura sans actions concrètes sur le terrain, au moment où le pouvoir continue de tuer, torturer, emprisonner et contraindre à l'exil tous ceux qui osent s'opposer à la violation de la loi », affirme le colonel Adolphe Manirakiza. Le mouvement FPB s'engage à mener, dans les jours à venir, des actions de combat au Burundi. Ce mouvement, qui a vu que toutes les solutions proposées par la communauté internationale, l'Union africaine et les pays de la communauté africaine de l'Est ont été refusées par Bujumbura, veut mettre la pression sur le pouvoir pour le contraindre à aller aux négociations et s'il résiste le renverser », ajoute-t-il. Et de préciser dans la foulée que les rebelles sont « conscients que la guerre n'est pas une solution adéquate pour de tels conflits. Le mouvement FPB demande à la communauté internationale, à l'Union africaine, à la sous-région de comprendre son approche comme une solution alternative car toutes les propositions faites par les uns et les autres ont toujours été refusées par le pouvoir ». Sollicitées à plusieurs reprises par Jeune Afrique, les autorités compétentes du Burundi, notamment le porte-parole du ministère de la Défense nationale et des Anciens combattants, le colonel Gaspard Baratuza, n'étaient pas joignables pour réagir à ces déclarations pour le moment.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});